

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI**

COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

**COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION
DES POLITIQUES DE SECURITE ALIMENTAIRE.**

SECRETARIAT TECHNIQUE.

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE TECHNIQUE DE
COORDINATION DES POLITIQUES DE SECURITE
ALIMENTAIRE**

Bamako, le 9 mars 2005.

Le 9 mars 2005 s'est tenue dans la salle de conférence de la Direction Générale de la Dette Publique la troisième réunion statutaire du Comité Technique de Coordination des Politiques de Sécurité alimentaire sous la présidence de Mme Lansry Nana Yaya Haïdara, Commissaire à la Sécurité Alimentaire.

Étaient présents, les membres du corps diplomatique et consulaire, les représentants des ministères techniques, les services techniques de l'État, les donateurs et partenaires du PRMC.

Dans son discours de bienvenue, Mme la Commissaire a remercié les donateurs du PRMC pour leur accompagnement constant, les partenaires techniques et financiers, les ONG nationales et internationales et l'équipe malienne pour les résultats obtenus.

Elle a également évoqué la vulnérabilité accrue des populations suite à l'attaque acridienne et aux effets conjugués du déficit pluviométrique et hydrologique et les actions déjà menées en vue d'atténuer les difficultés alimentaires. .

A la suite de ce discours, le coordonnateur du SAP, Mr Mary Diallo et le Secrétaire Technique du Comité Technique de Coordination des Politiques de Sécurité Alimentaire, Mr Oumar TRAORE ont présenté respectivement les thèmes de la présente réunion, à savoir :

- La situation de la campagne agricole 2004/2005 et les recommandations d'actions d'atténuation de difficultés alimentaires ;
- Le plan d'opération 2005 du PRMC et le budget qui le sous tend.

Au cours des communications, l'accent a été mis sur :

- L'insuffisance pluviométrique et de la crue des cours d'eau ;
- la forte pression des prédateurs dont les criquets pèlerins ;

- le classement de 101 communes en difficultés alimentaires (soit 1 148 256 personnes) durant la prochaine soudure et de 87 autres en difficultés économiques ;
- le niveau de production céréalière qualitativement passable et inférieur à la moyenne.

Face à cette situation,

- Les principales recommandations formulées par le SAP concernent :
 - Aide d'urgence avant la mi-juin 2005 pour 2 mois de 20.993 tonnes dans 101 communes au profit de 1.148.256 personnes ;
 - Ventes d'intervention de 3.000 tonnes dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et Kayes ;
 - Ventes par Offres Publiques de 4.500 tonnes de céréales dans les Capitales régionales et le District de Bamako, courant les mois de juillet et août 2005 ;
 - Mise en place de banques de céréales dans les communes en difficulté économiques pour 5.000 tonnes de céréales ;
 - Ventes de 15.000 tonnes d'aliment bétail à prix subventionné et unique dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti et le nord des régions de Ségou, Koulikoro et Kayes ;
 - Appuis en semences de Mil/Sorgho, riz, d'arachide et de Niébé pour certains cercles des régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao ;
 - Appuis en vivres contre travail, vivres contre formation ou en argent liquide les activités et/ou projets collectifs à haute intensité de main d'œuvre en cours d'exécution dans les communes ;
 - Amélioration de la production de riz par la réalisation ou la réhabilitation de 47 petits périmètres irrigués villageois dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao ;
 - Surcreusement ou équipement de puits dans les régions de Kidal et de Mopti ;
 - Appuis aux pêcheurs ;
 - Renforcement du dispositif de Lutte Contre les Criquets Pèlerins et les autres ennemis des cultures.
- En ce qui concerne le plan d'opération de 2005 du PRMC, il programme essentiellement comme activités :
 - La surveillance des 703 communes en matière de sécurité alimentaire ;
 - La reconstitution du stock national de sécurité alimentaire ;
 - Le suivi de l'évolution du marché céréalière ;
 - La mise en œuvre d'actions d'atténuation de crises alimentaires conjoncturelles et celles concernant la contribution à la réalisation d'une sécurité alimentaire durable ;
 - Les études ;
 - Le suivi comptable et financier du programme ;
 - Les audits et contrôles externes ;

- La formation du personnel ;
- Les budgets qui sous tendent le plan d'opération de 2005 dont l'adoption est demandée sont arrêtés en recette et en dépense à la somme de 1.888.696.528 francs CFA en ce qui concerne le budget de fonctionnement et à la somme de 2.932.820.185 francs CFA s'agissant du budget des actions de sécurité alimentaire.
- A la suite des échanges sur ces différentes communications, les interventions ont porté essentiellement sur les questions et observations suivantes :
 - la problématique des distributions alimentaires gratuites et les activités alternatives à ces distributions ;
 - le niveau de la production agricole 2004/2005 ;
 - la campagne agricole semblable à cette année où le total des distributions atteint 30 000 tonnes ;
 - la problématique des achats locaux compte tenu de la pression des prix à la hausse cette année ;
 - les communes prioritaires pour démarier les distributions alimentaires gratuites
 - la prise en compte des aspects sanitaires des stocks de céréales ;
 - le rôle du secteur privé dans l'importation des céréales ;
 - la prise en compte des localités éloignées dans le cadre des ventes d'intervention ;
 - le teste des bons contre vivres ;

Des réponses satisfaisantes ont été données à toutes ces questions et observations.

- Par ailleurs, la réunion a noté la disponibilité et des annonces des partenaires au développement visant à soutenir le Mali dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire et pour le développement. Il s'agit de :
 - la FAO ; dans le domaine de l'appui au maraîchage, de la fourniture de semences et de produits vétérinaires ;
 - du PAM ; dans le domaine du vivre contre travail, contre formation, des cantines scolaires et de la reconstitution du SNS.
 - la Banque Mondiale ; dans le domaine de l'appui aux activités initiées avec le Commissariat à la Sécurité Alimentaire pour un montant de 1 000 000\$/an pendant 4 ans (2005-2008).
 - la France dans le domaine des distributions alimentaires gratuites dans le nord ;
 - des Etats Unis d'Amérique à travers l'USAID qui doit faire parvenir à son siège les informations présentées lors de la réunion ; afin de pouvoir mobiliser un appui ;

En conclusion, la réunion a adopté et donné son accord pour :

- l'exécution des recommandations du SAP :

- Du plan d'opération et des budgets 2005 du PRMC ;
- De certaines recommandations d'actions d'atténuation d'insécurité alimentaire proposées par le SAP et qui sont programmées dans le plan d'opération 2005 du PRMC ;

Questions diverses

Aucune question diverse n'ayant été posée, Madame la Commissaire a levé la séance tout en remerciant les partenaires au développement et l'ensemble des participants pour la qualité des débats et des importantes décisions prises.

:

Fait à Bamako, le 9 mars 2005.

Madame LANSRY Nana Yaya HAIDARA